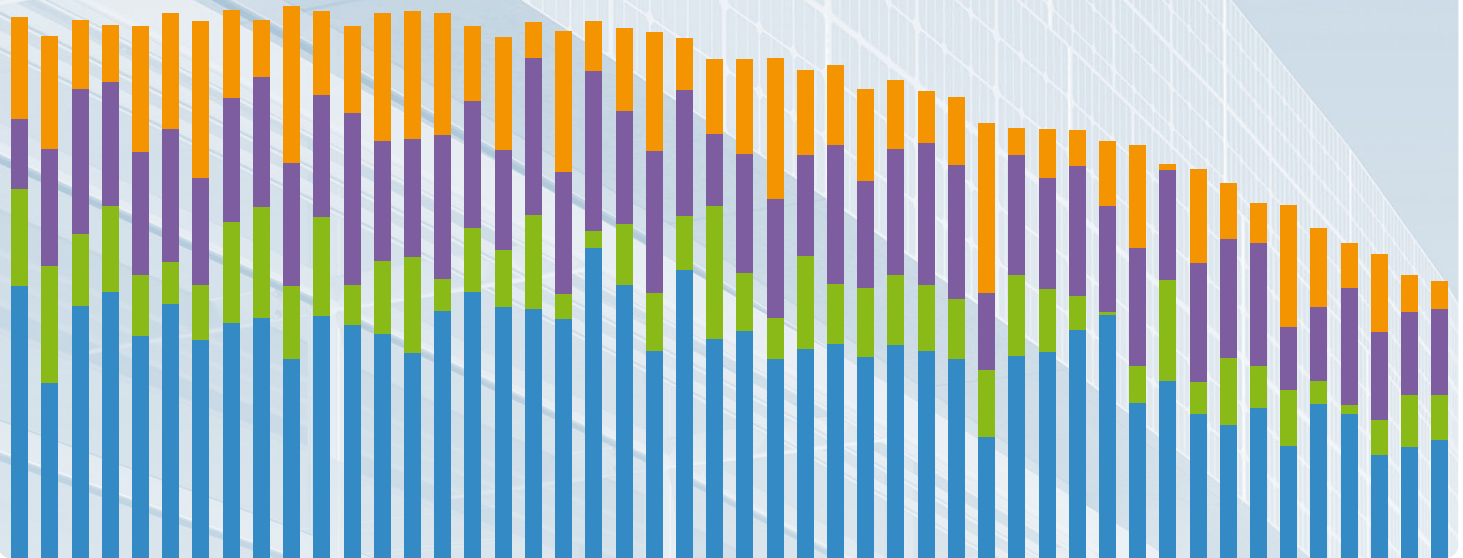




Climate Change
Performance
Index

Résultats 2019

Jan Burck, Ursula Hagen, Franziska Marten, Niklas Höhne, Christoph Bals



Mentions légales

Germanwatch – Bureau de Bonn

Kaiserstr. 201
D-53113 Bonn, Allemagne
Ph.: +49 (0) 228 60492-0
Fax: +49 (0) 228 60492-19

Germanwatch – Bureau de Berlin

Stresemannstr. 72
D-10963 Berlin, Allemagne
Ph.: +49 (0) 30 28 88 356-0
Fax: +49 (0) 30 28 88 356-1

E-mail: info@germanwatch.org
www.germanwatch.org



NewClimate Institute – Bureau de Cologne

Clever Str. 13-15
D-50668 Cologne, Allemagne
Ph.: +49 (0) 221 99983300



NewClimate Institute – Bureau de Berlin

Brunnenstr. 195
D-10119 Berlin, Allemagne
Ph.: +49 (0) 30 208492742

CAN

Climate Action Network International

Rmayl, Nahr Street,
Jaara Building, 4th floor
P.O.Box: 14-5472
Beirut, Lebanon
Ph.: +961 1 447192



Auteurs:

Jan Burck, Ursula Hagen, Franziska Marten,
Niklas Höhne, Christoph Bals

Avec l'aide de:

Pieter van Breenvoort, Leonardo Nascimento,
Lena Donat, Gereon tho Pesch, Carolin Frisch,
Niklas Clement, Leonie Neier

Traduction:

Kathrin Kühn, Julie Truchet

Éditeur:

Marine Pouget

Cartes:

Carolin Frisch

Design:

Dietmar Putscher

Décembre 2018

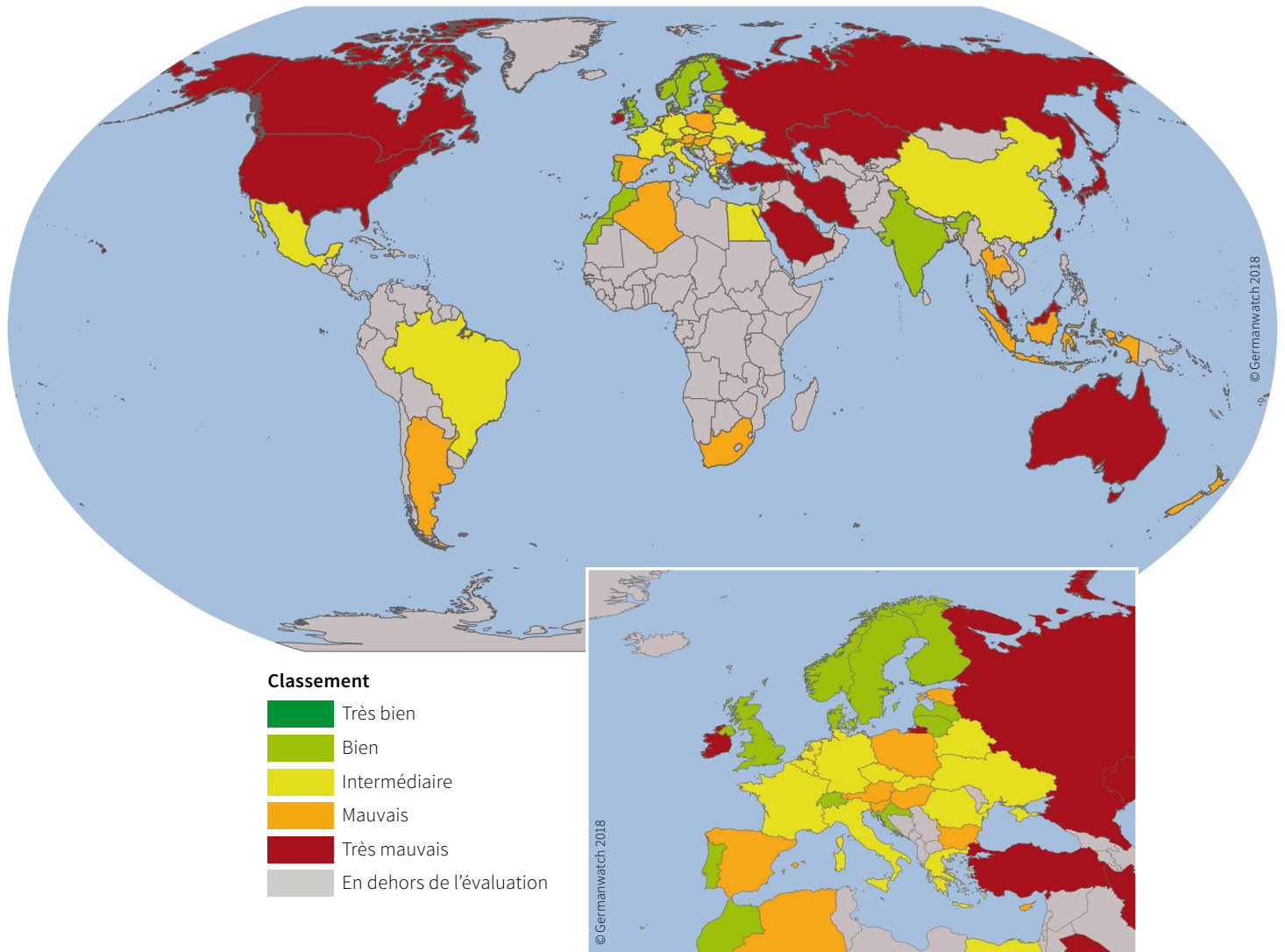
Numéro de commande: 19-2-03f

Vous trouverez également cette publication sous
forme de cartes et de tableaux interactifs sur
www.climate-change-performance-index.org

Content

1. Résultats globaux	3
2. Résultats clés par pays	5
3. CCPI Website	10

1. Résultats globaux



Les résultats de l'IPC* 2019 illustrent les principales différences régionales en matière de protection et de performance climatiques dans 56 pays évalués et l'UE. Les classements dans cette catégorie sont définis par la performance agrégée d'un pays selon 14 indicateurs dans les quatre catégories « émissions de GES », « énergie renouvelable » et « consommation d'énergie », ainsi que dans « politique climatique », une rubrique politique de l'indice qui est unique au monde. Aucun pays n'a réalisé une performance suffisamment bonne pour avoir un classement « *très bien* » de l'indice de cette année, ce qui veut dire qu'aucun pays n'a atteint l'une des trois premières places du classement jusqu'ici.

La carte du monde montre les résultats agrégés et la performance globale des pays. Le tableau à droite montre le classement général et indique les performances des pays dans les différentes catégories.

Dans l'indice de cette année, la Suède est en tête du classement, suivie par le Maroc et la Lituanie. Le groupe des pays à performance *intermédiaire* comprend des pays comme la France, le Mexique, l'Allemagne et la République tchèque. L'Indonésie, l'Autriche et la Nouvelle-Zélande se trouvent parmi les pays les moins performants, notés *mauvais*. L'Arabie saoudite, les États-Unis, la République islamique d'Iran, la République de Corée et le Taipei chinois se classent au dernier rang, avec des scores *mauvais* ou *très mauvais* dans presque toutes les catégories.

*Indice de Performance Climatique



Rang		Pays	Score**	
1.*	–	–	–	
2.	–	–	–	
3.	–	–	–	
4.	–	Suède	76,28	
5.	▲	Maroc	70,48	
6.	▼	Lituanie	70,47	
7.	▲	Lettonie	68,31	
8.	–	Royaume-Uni	65,92	
9.	▲	Suisse	65,42	
10.	▲	Malte	65,06	
11.	▲	Inde	62,93	
12.	▼	Norvège	62,80	
13.	▼	Finlande	62,61	
14.	▼	Croatie	62,39	
15.	▲	Danemark	61,96	
16.	▲	Union européenne	60,65	
17.	▲	Portugal	60,54	
18.	▲	Ukraine	60,09	
19.	▲	Luxembourg	59,92	
20.	▲	Roumanie	59,42	
21.	▼	France	59,30	
22.	▼	Brésil	59,29	
23.	▼	Italie	58,69	
24.	▲	Égypte	57,49	
25.	▲	Mexique	56,82	
26.	▼	Slovaquie	56,61	
27.	▼	Allemagne	55,18	
28.	▲	Pays-Bas	54,11	
29.	▼	Biélorussie	53,31	
30.	▲	Grèce	50,86	
31.	▲	Belgique	50,63	
32.	▲	République tchèque	49,73	
33.	▲	Chine	49,60	
34.	▲	Argentine	49,01	
35.	▲	Espagne	48,97	
36.	▼	Autriche	48,78	
37.	▼	Thaïlande	48,71	
38.	▼	Indonésie	48,68	
39.	▲	Afrique du Sud	48,25	
40.	▲	Bulgarie	48,11	
41.	▼	Pologne	47,59	
42.	▲	Hongrie	46,79	
43.	▼	Slovénie	44,90	
44.	▼	Nouvelle-Zélande	44,61	
45.	▼	Estonie	44,37	
46.	▼	Chypre	44,34	
47.	▼	Algérie	42,10	
48.	▲	Irlande	40,84	
49.	▲	Japon	40,63	
50.	▼	Turquie	40,22	
51.	▲	Malaisie	38,08	
52.	▲	Russie	37,59	
53.	▲	Kazakhstan	36,47	
54.	▼	Canada	34,26	
55.	▲	Australie	31,27	
56.	▼	Taiwan	28,80	
57.	▲	République de Corée	28,53	
58.	▲	Iran	23,94	
59.	▼	États-Unis	18,82	
60.	–	Arabie saoudite	8,82	

Catégories de l'Indice

- Émissions (40% pondération)
- Énergies renouvelables (20% pondération)
- Consommation énergétique (20% pondération)
- Politique climatique (20% pondération)

* Aucun pays n'attend que le rang un à très puisqu'aucun pays ne fait assez pour prévenir le changement climatique dangereux. **arrondi

2. Résultats clés par pays

Suède

4 4 

Comme l'année dernière, la Suède occupe la quatrième place du groupe des pays les plus performants de l'IPC, notés *bien*. Le pays continue à afficher des performances classées relativement *bien* dans les catégories des énergies renouvelables et des émissions de GES. Cependant, les émissions de GES diminuent beaucoup plus lentement si l'on exclut les émissions de UTCATF*. La croissance nette des forêts et les fluctuations naturelles des émissions du secteur agricole expliquent la baisse des émissions du secteur UTCATF. La Suède a adopté un objectif à long terme visant à atteindre zéro émissions nettes d'ici 2045. Cependant, les experts du pays critiquent le manque de stratégie claire pour atteindre ces objectifs. Ils soulignent que, pour s'aligner sur une trajectoire bien en-dessus de 2°C, la Suède doit avoir zéro émissions nettes en 2030 et, en particulier, réduire ses émissions liées à la consommation.

du charbon et les experts craignent que les autres secteurs ne soient pas suffisamment adressés et appelés à rester dans les limites des budgets de carbone du Royaume-Uni. Ils reprochent au pays de geler son prix du carbone et de ne pas soutenir suffisamment les énergies renouvelables à petite échelle. En outre, les experts critiquent le fait que les émissions du secteur des transports au Royaume-Uni ont augmenté l'année dernière et que l'intensité en carbone des voitures neuves augmente également. L'approche du gouvernement en matière de transport à faible émissions de carbone est très médiocre, compte tenu de ses possibilités. D'un autre côté, les experts accordent une note *bien* à la politique climatique internationale du Royaume-Uni, soulignant que le pays pourrait jouer un rôle de premier plan en améliorant son objectif 2050 à un objectif de zéro émissions nettes.

Maroc

5 6 

Le Maroc gagne une place pour devenir le deuxième pays le plus performant de l'IPC de cette année, se classant cinquième. Le pays a considérablement augmenté la part des énergies renouvelables au cours des cinq dernières années et a développé de nouvelles capacités d'énergie renouvelable. Avec la connexion de la plus grande centrale solaire au monde et de plusieurs nouveaux parcs éoliens au réseau électrique, le pays est sur une bonne voie d'atteindre son objectif de 42% de capacités d'énergie renouvelable installées en 2020 et de 52% en 2030. En outre, son faible niveau d'émissions de GES et des NDC (Nationally Defined Contributions/contributions définies au niveau national) ambitieux font que le Maroc est noté *bien* dans la catégorie émissions de GES. Le Maroc a également gardé sa note *bien* dans la catégorie politiques climatiques. Les experts du pays constatent un certain retard dans la mise en oeuvre de politiques nationales, mais ils reconnaissent le processus de consultation visant à élaborer une stratégie à long terme pour 2050, qui pourrait, entre autres initiatives, faire du pays un acteur de premier plan au niveau international.

Suisse

9 12 

La Suisse se classe parmi les pays les plus performants, notés *bien*, se basant sur une note relativement *bien* dans les catégories des émissions de GES et de la consommation d'énergie. Cette note résulte du minimum de réduction de 50% des GES affirmé jusque 2030, ce qui peut également être atteint grâce aux réductions d'émissions hors de la Suisse elle-même. Si l'objectif national de 30% était utilisé (en ce moment en cours de débat), la position de la Suisse dans le classement serait une place plus basse et l'objectif pour 2030 aurait été noté comme *mauvais*. Dans la catégorie des énergies renouvelables, la Suisse reçoit la note *intermédiaire*. Selon les experts du pays, le système de soutien aux énergies renouvelables a actuellement de longues listes d'attente, mettant en question si l'objectif de 2030 relatif aux énergies renouvelables pourra être atteint. Tout en appelant à un rôle plus proactif dans les négociations internationales sur le climat et à plus d'engagement en matière de financement de la protection du climat et de l'adaptation aux conséquences, les experts félicitent le gouvernement suisse d'avoir mis en place un système de transport public déployé et conséquent.

Le Royaume-Uni

8 8 

Le Royaume-Uni reste à la huitième place dans l'IPC 2019, sans bouger depuis l'année dernière. La performance du pays est particulièrement bonne dans la catégorie des émissions de GES, où il reçoit la note *bien*. Le Royaume-Uni a réussi à réduire considérablement ses émissions par habitant ces dernières années. Dans les catégories consommation d'énergie et énergies renouvelables, le Royaume-Uni n'obtient qu'une note *intermédiaire*. *Bien* que la consommation d'énergie par habitant ait diminué, le niveau reste relativement élevé et les énergies renouvelables ne représentent encore qu'une faible part du bouquet énergétique. Les experts du pays n'accordent qu'une note *intermédiaire* à la politique climatique britannique. Les réductions d'émissions récentes sont principalement mises en rapport à l'élimination

Inde

11 14 

L'Inde occupe le 11^{ème} rang de l'IPC de cette année, s'améliorant de trois places par rapport à l'édition précédente. L'Inde a notamment amélioré sa performance dans la catégorie des énergies renouvelables en rejoignant le groupe des Etats à performances *intermédiaire*. Cependant, les experts du pays argumentent que les projets de construction de nouvelles centrales au charbon risquent de contrecarrer les évolutions positives du secteur des énergies renouvelables. Grâce à des niveaux d'émissions de GES par habitant relativement faibles et un objectif d'atténuation du changement climatique relativement ambitieux pour 2030, l'Inde obtient une note globale *bien* dans la catégorie des émissions.

*Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie

Danemark

15 17 ▲

S'appuyant sur la note *bien* dans la catégorie des énergies renouvelables, le Danemark occupe le 15^{ème} rang avec une note globale *bien* dans l'IPC 2019. Le pays affiche une performance *intermédiaire* dans les catégories des émissions de GES et de la consommation d'énergie. Malgré les développements positifs dans le domaine des énergies renouvelables et l'engagement du gouvernement pour sortir progressivement du charbon d'ici 2030, les experts du pays sont déçus du dernier accord sur l'énergie. Ils critiquent la décision de poursuivre l'exploration pétrolière et gazière dans la mer du Nord. En ce qui concerne la proposition gouvernementale relative au climat et à l'air, les experts reconnaissent le retrait progressif de la vente de voitures à essence et diesel neuves d'ici 2030 mais estiment que les mesures globales retenues pour atteindre les objectifs climatiques du pays pour 2030 sont encore insuffisantes. Par conséquent, le Danemark reçoit la note *mauvais* dans la catégorie politique climatique.

UE

16 21 ▲

L'Union européenne (UE) – la seule entité supranationale évaluée dans l'indice – est classée au 16^{ème} rang des pays les plus performants de l'indice de cette année avec la note *bien*. Dans l'ensemble, l'UE cause environ 8% des émissions mondiales de GES. Avec des émissions par habitant relativement élevées et n'étant, à l'heure actuelle, pas en voie d'atteindre l'objectif peu ambitieux pour 2030, l'UE est classée *intermédiaire* dans la catégorie des émissions de GES. En ce qui concerne les énergies renouvelables et la consommation énergétique, la performance de l'UE est jugée *intermédiaire*. L'amélioration de la note globale de l'UE est principalement due à sa note *bien* dans la catégorie des politiques climatiques. Les experts soulignent que, notamment depuis le retrait des États-Unis de l'accord de Paris, l'UE doit jouer un rôle proactif au niveau international et proposer des objectifs plus ambitieux en matière de réduction des émissions de GES. Par conséquent, l'adoption de mesures visant à atteindre les objectifs à l'horizon 2030, les premières discussions sur la levée de l'objectif de 2030 de réduction des émissions de GES et une proposition de stratégie à long terme de l'UE assortie d'un objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 sont jugés importants. Ces mesures ne sont pas importantes seulement pour les progrès réalisés au sein des États membres de l'UE, mais aussi pour le rôle de l'union dans la diplomatie climatique internationale. Comme l'UE est composée de 28 États membres, le classement reflète les différentes performances nationales accumulées.

France

21 15 ▼

La France n'a pas maintenu sa position et a chuté à la 21^{ème} place, ce qui la place dans le groupe des pays à performance *intermédiaire* de l'indice de cette année. Le pays continue d'être classé *bien* dans la catégorie politique climatique. Les experts du pays félicitent la France pour son rôle constructif et dirigeant dans la diplomatie internationale en faveur du climat, en accordant une note *très bien* à la politique climatique du pays. S'agissant de la politique nationale, les experts du pays recon-

naissent la mise en oeuvre d'une taxe sur le carbone et la décision de sortir du charbon d'ici 2022, mais critiquent le manque de mesures concrètes pour réduire les émissions, en particulier dans les secteurs des transports et de la construction. Cette absence d'action sur ces deux secteurs se reflète également dans le classement *intermédiaire* du pays dans les catégories des émissions de GES et de la consommation d'énergie. Malgré une augmentation de la part des énergies renouvelables au cours des cinq dernières années, la performance de la France dans la catégorie des énergies renouvelables est jugée relativement *mauvaise*, l'objectif 2030 du pays concernant les énergies renouvelables ne correspondant pas à une trajectoire *bien* inférieure à 2°C.

Brésil

22 19 ▼

Le Brésil se classe au 22^{ème} rang de l'IPC de cette année avec une note *intermédiaire* globale. La performance du Brésil dans la catégorie des émissions de GES est jugée *intermédiaire*. En matière de consommation d'énergie, le Brésil affiche une performance notée *bien*, car il figure parmi les pays avec la plus faible consommation d'énergie par habitant. Le Brésil reçoit également la note *bien* concernant les énergies renouvelables en raison de la très grande part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique – *bien* que cette part n'ait à peine augmentée ces dernières années. Les experts du pays soulignent que le Brésil a joué un rôle actif dans les négociations internationales dans le passé, mais que le président nouvellement élu, Jair Bolsonaro, pourrait saboter cet engagement. Les experts accordent la note *mauvais* à la politique climatique nationale du Brésil car ils estiment que les objectifs d'émission sont insuffisants et ils s'inquiètent des taux de déforestation rapides, renforcés par la position lâche du président Bolsonaro sur cette problématique.

Italie

23 16 ▼

L'Italie n'a pas pu garder sa place parmi les pays les plus performants (notés *bien*), et est tombé à la 23^{ème} place dans le classement de l'IPC de cette année. Le pays a été classé *intermédiaire* pour sa performance dans les catégories émissions de GES et énergie renouvelable. L'Italie a réussi à réduire de façon considérable sa consommation énergétique par habitant et y a donc été classé *bien*. Des experts du pays critiquent le manque d'ambition de réaliser les objectifs de la Stratégie Nationale d'Énergie d'Italie 2017, qui sont notamment la réduction d'émissions, le soutien de développement d'énergies renouvelables et l'augmentation de l'efficacité énergétique. Ils félicitent l'Italie pour sa décision de sortir progressivement du charbon d'ici 2025, mais remarquent qu'il manque des mesures d'implémentation et que la réduction d'incitations ainsi qu'une insécurité dans la réglementation entravent le secteur des énergies renouvelables. Etant donné que l'Italie a signé la déclaration de la coalition des ambitieux pour 1,5°C qui était une réaction au rapport spécial du GIEC, les experts espèrent que cela va entamer une attitude plus proactive de l'Italie dans des négociations internationales. Globalement, ces considérations mènent à un classement *intermédiaire* des politiques climatiques italiennes.

Le Mexique

25 27 ▲

Le Mexique occupe la 25^{ème} place dans l'IPC 2019 avec une performance globalement *intermédiaire*. Le pays est classé *bien* dans la catégorie consommation d'énergie – le Mexique a réussi à réduire encore plus son niveau relativement bas de consommation d'énergie par habitant pendant ces dernières années. Dans la catégorie des émissions de GES, le Mexique est classé seulement *intermédiaire*, et en termes d'énergies renouvelables, il est classé *mauvais*, ce qui reflète entre autres la part relativement basse d'énergies renouvelables dans le mix énergétique du Mexique. Dans la catégorie politique climatique, des experts du pays accordent le classement *bien* pour la performance du Mexique sur la scène internationale, soulignant le rôle proactif du gouvernement dans les négociations internationales et sa participation à différents partenariats internationaux et régionaux. Néanmoins, cette image positive ne correspond pas complètement à la politique climatique au niveau national que les experts jugent seulement *intermédiaire*. Ils soulignent que les objectifs de réduction d'émissions ne sont pas suffisamment ambitieux et qu'ils manquent de mise en œuvre concrète. Toutefois, les experts saluent la décision de traduire la stratégie climatique à long terme du Mexique en objectifs sectoriels et intérimaires et ils félicitent également le succès du système de vente aux enchères sur le marché des énergies renouvelables.

Allemagne

27 22 ▼

Cette année, l'Allemagne retombe à la 27^{ème} place du groupe des pays à performance *intermédiaire*. La performance relativement faible (notée *mauvais*) dans la catégorie des émissions de GES est principalement due au fait que l'Allemagne reste le plus gros utilisateur de lignite au monde. Néanmoins, le gouvernement devrait prendre une décision sur la sortie du charbon en 2019. Une décision ambitieuse pourrait donc améliorer les résultats de l'Allemagne dans l'indice de l'année prochaine. L'Allemagne est cotée *intermédiaire* dans la catégorie des énergies renouvelables. Alors que le pays a continué d'augmenter sa part des énergies renouvelables au cours des cinq dernières années, une diminution des investissements dans les énergies renouvelables a été observée après le passage d'un système d'alimentation à un système de vente aux enchères en 2017. L'Allemagne continue de recevoir la note *bien* pour sa politique climatique internationale. Des experts du pays critiquent toutefois la réticence de l'Allemagne sur une stratégie de neutralité carbone à l'horizon 2050 au sein de l'UE. Ils observent que le gouvernement ne dispose toujours pas de politiques intégrées pour mettre en œuvre les promesses faites à Paris, telles qu'une taxe sur le carbone. Les experts critiquent également l'absence de stratégie de décarbonisation du secteur des transports et craignent que l'Allemagne manque des marchés importants pour l'avenir. Cela conduit à une note *intermédiaire* dans la catégorie politique climatique.

Chine

33 41 ▲

Classée au 33^{ème} rang du IPC de cette année, la Chine figure pour la première fois en bas du groupe des pays à performance *intermédiaire*. Ceci est principalement dû à la tendance des

émissions de GES en Chine, car ses niveaux d'émissions n'ont pas augmenté entre 2014 et 2016. Cependant, les dernières données montrent que les émissions de GES ont recommencé à augmenter à nouveau en 2017 et 2018. Par conséquent, la Chine pourrait reculer dans l'édition de l'indice l'année prochaine. La performance dans la catégorie consommation de l'énergie est jugée *très mauvais*, principalement en raison d'une tendance notée *très mauvaise* dans la consommation d'énergie par personne. En ce qui concerne les énergies renouvelables, la Chine est considérée comme *intermédiaire* : les énergies renouvelables ne représentent encore qu'une part relativement faible du bouquet énergétique, mais elles ont prospéré ces dernières années. La Chine conserve sa note *bien* globale dans la catégorie politique climatique, qui reflète notamment les progrès du gouvernement en matière de réglementation des émissions industrielles, des émissions du secteur de la construction et d'un système efficace pour soutenir les énergies renouvelables. Les experts du pays soulignent que la mise en œuvre réussie du système communautaire d'échange de quotas d'émission pourrait permettre d'atteindre les objectifs du pays en matière d'émissions.

Argentine

34 46 ▲

Dans l'indice de cette année, l'Argentine se trouve au 34^{ème} rang avec une performance globale notée *mauvais*. Des améliorations mineures peuvent être constatées dans la catégorie consommation d'énergie, où le pays est désormais parmi les pays avec une performance *intermédiaire*. L'Argentine a montré une certaine amélioration (de *très mauvais* à *mauvais*) dans la catégorie des émissions de GES, mais reste *très mauvais* concernant les énergies renouvelables. Les experts du pays attribuent une note relativement *bien* à la politique climatique de l'Argentine, en soulignant la nouvelle taxe sur le carbone et une nouvelle loi sur les énergies renouvelables. En revanche, ils reprochent au gouvernement de ne pas fixer de prix pour le carbone sur le gaz naturel, principale source d'énergie en Argentine, de ne pas atteindre ses objectifs peu ambitieux en matière d'énergie renouvelable pour 2017 et de consacrer de plus en plus de ressources financières à l'utilisation de combustibles fossiles. Les experts n'accordent qu'une note *intermédiaire* à la politique internationale du climat de l'Argentine et soulignent qu'au cours de sa présidence du G20, le gouvernement n'a pas saisi l'occasion pour faire pression en faveur d'une politique climatique plus ambitieuse.

Indonésie

38 37 ▼

Dans l'édition 2019 de l'IPC, l'Indonésie a été classée 38^{ème} et se trouve ainsi parmi les pays classés *mauvais*. L'Indonésie reçoit la note *intermédiaire* pour sa performance dans les catégories émissions de GES et consommation d'énergie : la consommation d'énergie par habitant est encore très faible, mais a rapidement augmenté ces dernières années. Le pays est classé *mauvais* en termes d'énergies renouvelables. Les experts du pays critiquent le fait qu'il n'y a pas encore de mesures effectives pour soutenir les énergies renouvelables, ce qui se montre aussi dans une augmentation relativement basse de la part d'énergies renouvelables pendant ces dernières années. C'est une des rai-

sons principales pour lesquelles les experts du pays donnent la note *très mauvais* à la politique climatique indonésienne. Ils déplorent aussi les taux de déforestation extrêmement élevés, qui sont principalement causés par l'industrie papetière et d'huile de palme, et réclament des politiques nationales plus strictes.

Afrique du Sud

39 48 ▲

Ayant monté de neuf places par rapport à l'indice de l'année dernière, l'Afrique du Sud occupe la 39^{ème} place dans l'IPC 2019. Le pays est toujours classé *très mauvais* dans la catégorie des énergies renouvelables et *mauvais* dans la catégorie des émissions de GES. Actuellement, les énergies renouvelables ne représentent qu'une part du mix énergétique notée *très mauvais* et les émissions de GES par habitant sont encore élevées, même si elles ont diminué pendant ces dernières années. Lors des cinq dernières années, l'Afrique du Sud a réussi à réduire rapidement la consommation d'énergie par personne, ce qui fait que l'Afrique du Sud est classée *intermédiaire* dans la catégorie consommation d'énergie. Par ailleurs, des experts du pays jugent que les efforts du gouvernement en termes de politique climatique sont *mauvais*. Ils critiquent l'Afrique du Sud de ne pas avoir de stratégie claire pour réduire les émissions, de subventionner les énergies fossiles et de ne pas avoir de plan pour sortir du charbon. Ils notent que néanmoins, plusieurs processus ont été lancés pour adresser quelques-uns de ces défauts. Les experts jugent aussi que la performance du pays sur la scène internationale est meilleure, ce qui résulte dans un classement *intermédiaire* de la performance du pays au niveau de la politique climatique internationale.

Algérie

47 45 ▼

L'Algérie perd deux places par rapport à l'édition précédente, passant à la 47^{ème} place de l'IPC de cette année. Le pays affiche des performances notées *mauvaises* en termes d'émissions de GES et de politique climatique de l'indice. Même si l'Algérie a une consommation *intermédiaire* d'énergie, les experts du pays soulignent que le faible niveau actuel de consommation d'énergie soit plus un résultat de la situation économique du pays que de politiques efficaces en matière d'efficacité énergétique. Avec la note *très mauvais* pour la catégorie des énergies renouvelables, l'Algérie se classe parmi les cinq pays les moins bien classés à cet égard.

Japon

49 50 ▲

Le Japon se classe au 49^{ème} rang de l'IPC en 2019 étant classé *mauvais* dans les quatre catégories de l'indice – émissions de GES, énergies renouvelables, consommation d'énergie et politique climatique. Les objectifs du pays pour 2030 en matière de réduction des émissions, d'énergies renouvelables et de consommation énergétique ne sont pas compatibles avec une trajectoire pour maintenir le réchauffement de la planète bien en dessous de 2°C et sont donc notés *très mauvais*. Cependant, le pays a réussi à réduire sa consommation d'énergie et à augmenter la part des énergies renouvelables au cours des cinq dernières années. Les experts du pays attribuent la note *mauvais* à la politique climatique nationale et internationale.

Ils reprochent au gouvernement de ne pas fournir de signaux clairs sur la politique climatique, en particulier pour les énergies renouvelables, mais félicitent les discussions en cours sur une stratégie climatique à long terme.

Turquie

50 47 ▼

La Turquie occupe le 50^{ème} rang de l'IPC de cette année et fait partie des pays les moins performants avec une note *très mauvais*. Les performances du pays sont classées *mauvais* dans la catégorie émissions de GES et *très mauvais* dans la catégorie consommation d'énergie. Elle a obtenu une note relativement *bien* dans la catégorie des énergies renouvelables, en raison de la croissance rapide des énergies renouvelables ces dernières années. Cependant, les experts du pays attirent l'attention sur le fait que le régime de soutien aux énergies renouvelables expirera d'ici 2020, ce qui rendra les investisseurs plus hésitants face à l'investissement dans les énergies renouvelables. Ils critiquent également le gouvernement pour soutenir le charbon et pour repousser la mise en oeuvre de normes pour les émissions dans le secteur de la construction. Les experts estiment donc que la politique climatique de la Turquie est *très mauvaise*. La Turquie n'a pas encore ratifié l'Accord de Paris et reçoit par conséquent la note *très mauvais* pour sa politique climatique internationale.

Fédération de Russie

52 53 ▲

La Fédération de Russie se classe au 52^{ème} rang de l'indice de cette année et reste dans le groupe des pays très peu performants, notées *très mauvais*. Le pays est considéré étant *mauvais* dans les catégories d'émissions de GES et de consommation d'énergie, principalement parce que la Russie affiche l'une des émissions de GES les plus élevées par habitant et une performance très médiocre en ce qui concerne la consommation d'énergie par habitant. De plus, la Russie est le pays le moins performant dans la catégorie des énergies renouvelables, avec un score *très mauvais* pour les quatre indicateurs de cette catégorie. Les experts du pays critiquent l'insuffisance des efforts de la politique nationale en ce qui concerne les objectifs de réduction des émissions de GES fixés par la Russie pour 2030, tandis que les objectifs en matière d'énergie renouvelable sont considérés comme *mauvais* et *très mauvais*. En outre, le pays n'a toujours pas ratifié l'Accord de Paris, ce qui se traduit par une note relativement *mauvaise* dans la catégorie de la politique climatique.

Canada

54 51 ▼

Le Canada reste dans le groupe des pays les moins performants (classé *très mauvais*). Le pays reste l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre, en termes absolus et par habitant, et est jugé *très mauvais* pour ses performances dans les catégories émissions de GES, énergie renouvelable et consommation de l'énergie. Le gouvernement du Canada continue de recevoir la note *bien* pour sa diplomatie internationale sur le climat – des experts du pays félicitent le Canada pour son rôle de premier plan dans la « Powering Past Coal Alliance ». Cependant, les experts observent un écart de plus en plus important entre les orientations politiques aux niveaux fédéral et provincial, ce qui

conduit à la note *mauvais* pour la politique climatique nationale du Canada. Les dernières élections provinciales semblent avoir augmenté la difficulté de mise en oeuvre des politiques climatiques au niveau juridictionnel, ce qui serait pourtant nécessaire pour placer le pays sur une bonne voie pour maintenir le réchauffement de la planète bien en dessous de 2°C.

Australie

55 57 ▲

Avec une performance globale notée *très mauvais*, l'Australie se classe au 55^{ème} rang de l'IPC de cette année. Le pays continue de recevoir la note *très mauvais* dans les catégories émissions de GES, consommation d'énergie et politique climatique. Le pays se classe au dernier rang des pays les moins performants dans la catégorie des énergies renouvelables, ayant la note *mauvais*. Des experts du pays critiquent le gouvernement pour n'avoir présenté aucun projet pour soutenir le développement d'énergies renouvelables au-delà de 2020. Les experts assurent que la politique climatique nationale a continué de se dégrader – le gouvernement ne dispose ni d'une politique globale pour réduire les émissions, ni de réglementation des émissions des transports, ni de projet pour sortir du charbon. Les experts observent que le gouvernement est devenu une force de plus en plus régressive dans les négociations internationales, essayant d'affaiblir les obligations de financement pour la protection du climat et l'adaptation aux conséquences et rejetant le rapport de l'IPC sur 1,5°C.

Les États-Unis

59 56 ▼

Les États-Unis chutent de trois places à la 59^{ème} place, se classant au niveau *mauvais* ou *très mauvais* dans les catégories de l'indice émissions de GES, énergies renouvelables et consommation d'énergie. Ainsi la tendance à la baisse continue après le retrait des pays de l'Accord de Paris. Le refus du président Trump de reconnaître que le changement climatique est causé par l'homme ainsi que le démantèlement de la réglementation visant à réduire les émissions de carbone entraînent le jugement *très mauvais* des États-Unis pour leurs performances en matière de politiques climatiques aux niveaux national et international. Cependant, les experts du pays continuent à souligner des signaux positifs au niveau régional, les villes et les États réclamant des mesures ambitieuses en faveur du climat, comme avec l'Alliance pour le climat des États-Unis. Après avoir remporté la majorité à la Chambre des représentants, les démocrates se sont engagés à inscrire la politique climatique à l'ordre du jour politique. Mais cela n'a pas encore donné de résultats tangibles.

Arabie saoudite

60 60 ◯

L'Arabie saoudite reste sur sa position en bas de l'IPC. Le pays continue d'être *très mauvais* dans toutes les catégories de l'indice et selon chaque indicateur des émissions, de la consommation d'énergie et des énergies renouvelables. En ce qui concerne la politique climatique, les experts attribuent la note *très mauvais* à l'Arabie saoudite. Bien que le gouvernement prenne des mesures pour développer les énergies renouvelables, il n'a pas encore adopté d'objectifs de réduction des émissions. Les experts continuent également à critiquer la performance *très mauvaise* du pays dans des négociations internationales.

3. CCPI Website

Pour en savoir plus sur les résultats des différents pays, rendez-vous sur le site Internet de l'Indice de performance climatique : www.climate-change-performance-index.org

- Carte interactive et tableaux montrant les résultats pour les 56 pays et l'Union Européenne
- Les résultats en détail: tableau des données par pays

Climate Change Performance Index 2019

!!! The Climate Change Performance Index 2019 will be published on 10 December 2018 !!!

- These are the Overall Results of this year's Climate Change Performance Index. The ranking performance regarding 14 indicators within the four categories GHG Emissions, Renewable Energy, Energy Use and Climate Policy.
- The CCPI 2018 Results illustrate the main regional differences in climate protection and per decreasing growth rates in GHG emissions, still no country performed well enough to reach three ranks remain left open.
- In this year's index, Sweden is leading the list, followed by Lithuania and the United States form the bottom five of this classification, so

CCPI 2019 Country Scorecard

Poland Rank: 40 (last year: 41)

GHG Emissions (tCO₂-eq/capita, including LULUCF): historic values, targets and well-below 2°C compatible benchmarks.

Renewable Energy (% of TPES): historic values, targets and well-below 2°C compatible benchmarks.

Energy Use (TPES in GJ per capita): historic values, targets and well-below 2°C compatible benchmarks.

Climate Policy Score based on evolution by National Climate Policy and International Climate Policy.

Population

GHG Emissions (excl. LULUCF)

Key Indicators 2016

Population (million)	38.40
GDP per capita (PPP) [US\$]	24940.10
CO ₂ per capita (excl. LULUCF) [t]	7.63
CO ₂ per GDP (PPP) [t/1000US\$]	0.50
TPES per GDP (PPP) [MJ/US\$]	4.34
CO ₂ per TPES [t/TJ]	70.50
Share of Renewable Energy of TPES	8.83%

Energy Supply

Indicators	Weighting	Score	Rank
GHG per Capita - current level (including LULUCF)	10%	56.6	39
GHG per Capita - current trend (excluding LULUCF)	10%	28.3	38
GHG per Capita - compared to a well-below-two-degrees benchmark	10%	46.8	43
GHG 2030 Target - compared to a well-below-two-degrees benchmark	10%	74.1	32
Share of Renewable Energy in Energy Use (TPES) - current level (including hydro)	5%	14.8	39
Renewable Energy - current trend (excl. hydro)	5%	20.0	44
Share of Renewable Energy in Energy Use (TPES) (excl. hydro) - compared to a well-below-two-degrees benchmark	5%	22.1	34
Renewable Energy 2030 Target (including hydro) - compared to a well-below-two-degrees benchmark	5%	48.7	26
Energy Use (TPES) per Capita - current level	5%	66.9	26
Energy Use (TPES) per Capita - current trend	5%	40.7	35
Energy Use (TPES) per Capita - compared to a well-below-two-degrees benchmark	5%	68.2	26
Energy Use (TPES) 2030 Target - compared to a well below two-degrees-benchmark	5%	74.5	21
National Climate Policy	10%	50.2	33
International Climate Policy	10%	41.9	41

© Germanwatch 2018

www.climate-change-performance-index.org

Germanwatch

Following the motto of *Observing. Analysing. Acting.* Germanwatch has been actively promoting global equity and livelihood preservation since 1991. We focus on the politics and economics of the Global North and their worldwide consequences. The situation of marginalised people in the Global South is the starting point for our work. Together with our members and supporters, and with other actors in civil society, we strive to serve as a strong lobbying force for sustainable development. We aim at our goals by advocating for prevention of dangerous climate change and its negative impacts, for guaranteeing food security, and for corporate compliance with human rights standards.

Germanwatch is funded by membership fees, donations, programme funding from Stiftung Zukunftsfaehigkeit (Foundation for Sustainability), and grants from public and private donors.

You can also help us to achieve our goals by becoming a member or by making a donation via the following account:

Bank fuer Sozialwirtschaft AG
BIC/Swift: BFSWDE33BER
IBAN: DE33 1002 0500 0003 2123 00

www.germanwatch.org

NewClimate Institute

The NewClimate Institute for Climate Policy and Global Sustainability is a Germany-based research institute generating ideas on climate change and driving their implementation. They do research, policy design and knowledge sharing on raising ambition for action against climate change and supporting sustainable development. Their core expertise lies in the areas of climate policy analysis, climate action tracking, climate finance, carbon markets, and sustainable energy.

www.newclimate.org

Climate Action Network

CAN members work to achieve this goal through information exchange and the coordinated development of NGO strategy on international, regional, and national climate issues. CAN has regional network hubs that coordinate these efforts around the world.

CAN members place a high priority on both a healthy environment and development that “meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs” (Brundtland Commission). CAN’s vision is to protect the atmosphere while allowing for sustainable and equitable development worldwide.

www.climatenetwork.org

